

**INSTITUTION ADOUR**

**Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour**

**Séance du 30 mars 2018
(Convocation du 23 mars 2018)**

Aujourd'hui, le trente mars deux mille dix-huit à 14 heures 15, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle des conseils à la Maison des communes de Mont-de-Marsan sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Madame Christiane AUTIGEON

Messieurs Paul CARRERE, Gérard CASTET, Charles PELANNE et Bernard POUBLAN

Etaient excusés :

Madame Céline SALLES

Monsieur Bernard SOUDAR

Secrétaire de séance :

Madame Christiane AUTIGEON

OBJET : Marché / Ressource - attribution du marché « Sécurité des ouvrages hydrauliques Barrages-réservoirs de Fargues et de l'Ayguelongue »**Exposé des motifs :**

La sécurité publique est l'un des objectifs de la gestion équilibrée de l'eau prévue par l'article L.211-1 du code de l'environnement. De nouvelles dispositions encadrent les barrages de retenue à la fois pendant les phases de conception et de réalisation pour les ouvrages à créer, mais aussi pendant les phases de surveillance et d'entretien pour les ouvrages anciens. Le contenu des prestations à réaliser découle du décret n°2007-1735 du 11 décembre 2007 et du décret n°2015-526 du 12 mai 2015.

En application de cette réglementation, l'Institution Adour a fait réaliser depuis 2011 les études de dangers (EDD), examens techniques complets et revues de sureté sur les barrages de classe A et B. Parmi ces catégories de barrages, il ne reste plus que ceux de Fargues (communes de Fargues et Montgaillard (40)) et de l'Ayguelongue (communes de Momas et Mazerolles (64)) pour lesquels l'EDD doit être réalisée par un organisme agréé.

Le réservoir de Fargues (40) a été mis en service en 1997. C'est un barrage de classe B d'une capacité totale de 1 Mm³ (classé par arrêté préfectoral du 10/06/2010).

Le barrage de l'Ayguelongue (64) a été mis en service en 1996. C'est un barrage de classe B d'une capacité totale de 3,2 Mm³ (classé par arrêté interpréfectoral n°2010-208-18 du 17/07/2010).

Les prestations objet de la consultation concernent la mission d'élaboration des documents et études suivants :

- Dossier de l'ouvrage (DO) : ce dossier, en format papier et numérique, compile tous les documents relatifs à l'ouvrage ;
- Etude de dangers (EDD) : elle a pour objet de mettre en lumière les risques liés au barrage et de proposer les éventuelles mesures de réduction ou correctives ;
- Amendements de la note d'organisation de l'exploitation et de la surveillance et des consignes écrites : ces documents (élaborés dans le cadre d'un précédent marché de prestations) qui décrivent l'organisation mise en place pour surveiller l'ouvrage et la chaîne d'alerte en cas de danger imminent, seront à amender.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



La prestation porte sur les lots dont l'objet figure ci-après :

- Lot n° 1 : réalisation des dossiers et études relatifs à la sécurité des ouvrages hydrauliques (Décret du 11 décembre 2007) pour le barrage réservoir de Fargues (40)
- Lot n° 2 : réalisation des dossiers et études relatifs à la sécurité des ouvrages hydrauliques (Décret du 11 décembre 2007) pour le barrage réservoir de l'Ayguelongue (64)

Trois offres ont été reçues à l'Institution Adour : CACG, ISL et SAFEGE

LE BUREAU

Après avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- D'attribuer le marché « Sécurité des ouvrages hydrauliques » (Décret du 11 décembre 2007) pour le barrage-réservoir de :
 - o Fargues (40), lot 1 « réalisation des dossiers et études relatifs à la sécurité des ouvrages hydrauliques » : à ISL pour un montant de 20 250 € HT
 - o Ayguelongue (64) lot 2 « réalisation des dossiers et études relatifs à la sécurité des ouvrages hydrauliques » : à la compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG), pour un montant de 21 186,50 € HT
- D'autoriser le Président à prendre toutes les décisions relatives à son exécution et à signer les documents afférents

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 30 mars 2018 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE